



ILERI - DÉFENSE

Le Mexique et la violence.

Arturo Plaza Gonzalez - Responsable du pôle Amérique Latine -
20 mars 2015



« Au Mexique il n’y a pas de tragédie, tout devient un affront », célèbre phrase initiale de l’une des oeuvres latino-américaines les plus importantes sur la vie sociale dans la capitale mexicaine: « La plus limpide région » de l’écrivain Carlos Fuentes¹. Cette réalité décrit un Mexique malade des années 70, un pays qui traverse encore aujourd’hui une période de violence et où l’État régalien n’assume plus son rôle envers ses citoyens. Cela représente un affront interne ignoré par le monde extérieur puisque la réalité mexicaine reste toujours assez méconnue. Classé 132ème sur 197 en matière de liberté de la presse d’après l’organisation « *Freedom House* », le Mexique contemple les bras croisés une dure réalité encore latente: celle d’une nation où les trafiquants régissent et dirigent les affaires politiques du pays et où la voix du peuple peine à se faire entendre.

Le Mexique est en effet une nation de progrès économiques et de développement où les réformes extérieures ont triomphé au détriment de sa société, dévastée par la guerre interne du pays.

A) Un conflit interne, une guerre réelle.

Le président Felipe Calderón déclencha le 11 Décembre 2006 l’opération policière connue sous le nom de « *Opération Michoacán* », une stratégie de défense interne du pays qui représente la première étape de la « Guerre contre le trafic ». Cette guerre, très polémique, sera critiquée de manière assez virulente par des opinions diverses des professionnels en la matière. De fait, des secteurs du gouvernement mexicain sont accusés d’être liés aux attentats et de collaborer avec le crime organisé au Mexique.

¹ Écrivain et essayiste mexicain né en 1928 à Panama. Bien connu par ses romans sur la révolution mexicaine et la vie social dans le pays.

La presse internationale a qualifié d'intouchables les membres impliqués et faisant partie des institutions mexicaines. Dès lors, les chiffres d'aujourd'hui montrent qu'il y a eu depuis 2006 quelques 150 000 victimes, et selon la presse, les responsables sont défendus par leurs complices dans cet immense conflit d'intérêts. Quelques sources signalent également que les chiffres réelles pourraient représenter deux fois les données actuelles, ou même plus.

« Les événements criminels récents qui ont fait vibrer le pays et qui ont consterné l'opinion publique nationale et internationale ne laissent pas de doute sur la crise institutionnelle et sociale que traverse le pays. » Citation d'Aurelio Contreras Moreno, journaliste qui décrit la difficile situation mexicaine et qui qualifie le gouvernement d'inapte et d'incapable à faire face à cette menace.

Au sud du pays, dans l'état du Chiapas, l'*EZLN (Ejercito Zapatista de Liberación Nacional)*² refuse de manière assez déterminée cette guerre contre le trafic. D'après le sous-commandant Marcos, porte-parole principal de cette organisation paysanne-indigène, il y a déjà eu des décisions imposées par le gouvernement des États-Unis pour pouvoir mettre sur pied plusieurs guerres de « faible intensité » au sein du pays. Il signale que ces décisions ont été acceptées par le Mexique sans la moindre hésitation. Dès lors, dans un communiqué officiel du mouvement armé, l'*EZLN* affirme que le gouvernement « Suit les pas des dictatures du cône-sud de l'Amérique et présente une initiative pour l'amnistie des militaires criminels...l'armée fédérale cache sa brutalité auprès des communautés indigènes sous le prétexte du combat contre les trafiquants (Etant eux mêmes les principaux promoteurs de la production et importants bénéficiaires du trafic). »

Or, la partie la plus sensible du phénomène réside dans le fait que la population civile du pays ne soit plus étrangère au conflit. En effet, les disparitions et les homicides ne cessent d'augmenter et l'insécurité est omniprésente dans plusieurs régions du Mexique. Certains croient que ces investigations et recherches sans

² L'Armée zapatiste de libération nationale est un groupe révolutionnaire politico-militaire d'origine indigène créé en 1993.

relâche, réalisées de la part de l'armée mexicaine et qui ont pour objectif de capturer les principaux chefs des cartels, sont injustifiées; ceci est dû au fait que la population est sévèrement affectée par les conflits qui prennent lieu. Prenons la capture du leader principal de l'association criminelle la plus violente du nord du Mexique: Joaquin « El Chapo » Guzmán, chef du cartel de Sinaloa. L'opération a été entamée au début 2014 dans l'État du Sinaloa au nord-ouest du pays. La puissante frappe contre cette organisation nous laisse avec une interrogation: quelle sera sa réponse ?

B) Transparence et corruption.

En 2012, les élections présidentielles ont eu lieu au Mexique, le représentant du Parti Révolutionnaire Institutionnel, Enrique Peña Nieto, est devenu président. Il a confirmé son intention de changer la stratégie dans la lutte contre le trafic de drogue. En revanche, il a annoncé que l'opération militaire ne cesserait pas, surtout parce que les cartels de drogue mexicains avaient déjà une puissance énorme et qu'ils avançaient rapidement dans le pays suite à la rupture interne de certains d'entre eux, du fait de la capture des « *capos* » par l'armée.

Un mouvement tactique clé? Certains pourraient dire que cela représente plutôt un jeu de cartes avec la « *parca* », figure analogique mexicaine représentant la mort, car la dissolution des cartels avait à son tour entraîné une nouvelle vague de violences liées à la dispute des territoires contrôlés par les mafias. C'est la population civile qui a été la plus affectée, pensons au cas du Coahuila, État du nord-est mexicain. Ici, plusieurs localités ont subi les ravages d'une lutte interne entre les bandes après la mort de leurs représentants.

La journaliste Denisse González a interpellé les autorités après la découverte de fosses clandestines, où l'on a trouvé les restes brûlés de certaines personnes disparues, en disant: « Il existe un manque de volonté politique du gouvernement pour pouvoir répondre aux nécessités sécuritaires des citoyens... ». « Comment

pourrons-nous nous débarrasser d'une maladie immergée au coeur de nos propres institutions? » se demande la journaliste.

En outre, selon un rapport du bureau de la *CIA*, présenté par l'enquêteur Hector González, le grand problème du trafic de stupéfiants et d'êtres humains vers les États-Unis est dû en grande partie à la complicité qui existe entre les fonctionnaires de l'État mexicain et des membres des diverses organisations criminelles qui opèrent dans le pays. Cela dit, il est alors pertinent de signaler que le champ d'action des cartels ne se limite pas au trafic exclusif des drogues. En effet, le transport illégal des armes et des individus ainsi que le contrôle et l'exploitations de certaines mines et champs de production agricole du pays figurent également parmi les activités des organisations criminelles.

Ce même rapport indique que, depuis plusieurs années, les cartels ont entrepris des affaires avec des organisations liées à d'autres types d'opérations clandestines, phénomène qui a consolidé tout un réseau d'activités illégales.

C) Le cas du Michoacán et les autodéfenses.

Le 24 Février 2013, le pays a connu un évènement hautement important dans l'état du Michoacán, région même où a débuté l'opération contre les trafiquants. En effet, après l'échec du gouvernement de Felipe Calderón en matière de sécurité dans cet État, les criminels ont pris sous contrôle les régions rurales. Dans la communauté limonnière de « *La Ruana* », un éleveur de la région, Hipólito Mora, a lancé une nouvelle initiative armée appelée « les Autodéfenses ». C'est une réponse à l'indignation au sein des communautés rurales de la région de « Tierra Caliente » causées par le nombre croissant de rackets de la part des trafiquants sur les commerçants, cueilleurs de citrons et autres produits agricoles de cette région. Mais le problème réel qui a déclenché une telle situation ne se limitait pas qu'aux rackets mais aussi au fait que les criminels avaient déjà commencé à s'approprier des terres

communales et donc à imposer leurs normes pour le travail, tout en se débarrassant de tous ceux qui n'étaient pas d'accord avec eux.

Le mouvement d'autodéfense a ainsi été mis en place par des paysans et des travailleurs ruraux; ils ont pris les armes pour pouvoir combattre le groupe narco trafiquant des « *Caballeros Templarios* » qui faisaient la loi dans plusieurs municipalités. Or, il est bien important de signaler qu'à la différence du gouvernement de l'État, ils sont parvenus à acculer leur ennemi, exposant ainsi le manque d'efficacité des institutions politiques. Il aura suffi de 10 mois pour achever la purge interne de la région et donc expulser les cartels de l'État. Il est aussi pertinent de mentionner la découverte des mines de fer contrôlées par l'organisations de « *Caballeros Templarios* » avec lesquelles ils maintenaient un commerce direct et clandestin avec la Chine tout en exerçant une forte pression sur les douanes.

Immédiatement après, l'armée mexicaine a mis en place une nouvelle stratégie de contrôle régional pour empêcher l'accroissement du nombre de civils armés afin d'éviter le désordre. Les autorités craignaient des abus concernant les autodéfenses et ont décidé d'envoyer l'armée et la police fédérale, comme ils l'avaient fait en 2006, pour reprendre la chasse aux trafiquants. Une purge de l'administration policière a alors été mise en place et des membres aptes du mouvement ont intégré la police rurale, en restant sous le contrôle de l'État bien entendu. En revanche, plusieurs membres ont refusé cette initiative de légitimation en déclarant que la nouvelle « police rurale » n'était qu'une façon d'éradiquer leur mouvement de sécurité.

Juan Manuel Mireles, porte-parole principal du groupe, a fortement critiqué le gouvernement de l'État en disant dans plusieurs communiqués que les institutions du Michoacán (rappelons que le Mexique est une fédération où chaque État possède sa propre constitution) avaient des intérêts commerciales et apportaient une aide monétaire aux « *Caballeros Templarios* ».

« Nous ne déposerons pas les armes tant que le gouvernement fédéral ne réussira pas à capturer les principales têtes du cartel. Jusqu'à ce qu'ils nous démontrent que l'extorsion ne fait plus partie de la vie de tous les jours au sein de

nos communautés. Jusqu'à ce que les enlèvements et les viols ne fassent plus partie de nos vies, là nous déposerons les armes. »

Le 27 Juin 2014, Juan Manuel Mireles fut arrêté pour violation de la loi sur le port d'armes à feu. La violence a diminué au sein des communautés de cette région grâce à l'effort du mouvement rural, toutefois, quelques États voisins ont connu au même temps un accroissement du nombre de crimes liés à l'incursion des criminels dans ces États après leur fuite.

Le Mexique, et non pas seulement la région de « Tierra Caliente », est devenu une vraie « terre chaude ». Depuis 2014, la crise du pays s'est rapidement transformée en symbole d'une colère profonde de la population contre le régime. Elle peine néanmoins à se faire entendre, et l'on peut clairement considérer que les groupes d'autodéfenses sont une expression claire de ce ressentiment social. La transparence et l'honnêteté sont des mots étrangers au sein des institutions et les journalistes craignent pour leurs jours en permanence.

« J'en ai marre » fut la phrase utilisée par le directeur de la *PGR* (*Procuraduría General de la República*), bureau responsable des investigations judiciaires contre les trafiquants une fois ceux-ci derrière les barreaux. Il a employé cette expression au bout d'une heure de questions lors d'une conférence de presse sur la disparition des 43 étudiants dans le pays. « J'en ai marre » est rapidement devenu le hashtag le plus utilisé sur les réseaux sociaux. « Nous aussi nous en avons marre de vous » ont répondu les internautes tout en faisant référence au même gouvernement du pays, « le pays en a marre ».

« *Aquí caímos. ¿Qué le vamos a hacer?* »

« Nous en sommes arrivés là, et que pouvons nous bien y faire? »

Par Arturo Plaza Gonzalez,

Responsable du pôle Amérique Latine,

Étudiant en *Bachelor 2* de l'ILERI.

Bibliographie :

SERRANO Mónica, México: narcotráfico y gobernabilidad, centro de estudios internacionales de El Colegio de México.

CONTRERAS Aurelio, Un país sin ley, 17 Octubre 2014.

PARDO Garzón, Las asombrosas revelaciones de la CIA sobre el narcotráfico en México, Février 2007.

BASPINEIRO Alejandro, Los Zapatistas no aceptan la lucha contra el narcotráfico,